

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les Communistes à l'épreuve (*Varine*). — En pleine répression. — La Question Agraire et la Révolution Mondiale (*J. Marchlevsky*). — La terreur blanche en Hongrie (*L. Revo*). — L'Ukraine, objectif de la Contre-révolution internationale (*M. Pavlovitch*).

La première Maison de Repos des Ouvriers moscovites (*Sosnovsky*). — La Révolution prolétarienne et le Droit (*Koursky*). — La Vie Economique en Russie (*Ivan*). — Un signe des Temps (*J.-M. Fischman*). — Comité de la 3^e Internationale.

Les Communistes à l'épreuve

Nos dissidents ont un goût marqué pour les « scies » : après le refrain des 9-18-21 conditions de Moscou, ils nous assomment d'un *leit motiv* sur les « communistes éprouvés ». Ils s'efforcent de ridiculiser l'expression en l'appliquant indistinctement à tous leurs adversaires révolutionnaires, dont le communisme ne leur paraît pas avoir subi assez d'épreuves.

Ils ne comprennent pas qu'il ne dépend pas des communistes d'être éprouvés ou non. Les circonstances historiques ont éprouvé les communistes de certains pays plus sévèrement que ceux de certains autres. Mais dans chaque pays il n'est pas d'autres critères pour juger les communistes que les épreuves plus ou moins dures déjà subies. Le développement de la révolution mondiale réserve d'ailleurs à tous les révolutionnaires des jours sombres qui les sélectionneront, et tel qui n'est pas éprouvé aujourd'hui le sera demain.

L'épreuve ne peut être artificielle : elle est dans l'action. L'action est une grande mangeuse d'hommes, mais elle trempe et fortifie les meilleurs combattants. Il est possible qu'un communiste éprouvé dans une période calme fléchisse à l'heure d'un grand sacrifice, au moment d'une épreuve décisive. Il n'en est pas moins vrai qu'il aura auparavant donné au mouvement tout ce qu'il pouvait lui donner. Par contre, un communiste inconnu pourra se révéler un fort caractère, un entraîneur d'hommes, un chef, à l'occasion d'une épreuve imprévue. Il ne sert à rien de théoriser sur une

telle question. C'est la vie elle-même qui nous éprouvera tous, c'est la lutte qui passera au crible les communistes.

Le Parti français, qui fut longtemps un parti de tout repos, un parti de révolutionnaires pour temps paisibles, entre dans l'ère des épreuves. Ces épreuves ne sont pas à comparer avec celles qui furent le lot de nos camarades de Russie, de Hongrie, de Pologne ou d'Allemagne : elles ne font qu'annoncer et précéder d'autres épreuves plus sévères. Préparons-nous à les subir sans faiblesse, avec la volonté d'en sortir plus expérimentés et plus combattifs que jamais.

Depuis de longues années, on n'avait vu de socialistes en prison. Même pendant la guerre, alors que la résistance au pouvoir bourgeois aurait dû s'accroître, alors que les socialistes se devaient de passer de la défensive à l'attaque, au prix de la liberté de quelques-uns, dans l'intérêt du plus grand nombre, le Parti est resté inerte et soumis. *L'Humanité* est le seul journal d'opposition qui n'ait pas été « suspendu » par la censure : quel fait pourrait mieux illustrer l'apathie de notre mouvement ? Avec la croissance du courant communiste, une force prolétarienne réelle s'est enfin dressée contre la classe dirigeante en France. Le 1^{er} mai dernier a été le signal d'une répression qui a jeté par dizaines, dans les prisons de la république bourgeoise, les militants communistes des syndicats et du Parti.

Non seulement notre mouvement a traversé

sans faiblir cette première épreuve, mais il y a puisé une énergie nouvelle. Après un court laps de temps d'arrêt, il a comblé les vides et repris sa marche. De nouveaux militants se sont montrés, qui seront à leur tour éprouvés dans la prochaine phase ardente de lutte de classes. Chaque épreuve nouvelle éliminera de nos rangs quelques pleutres et nous enrichira de quelques fortes individualités.

Il était inévitable que le Parti en voie de transformation subît les coups du pouvoir capitaliste : il les reçoit actuellement. L'année dernière, la répression avait suivi le 1^{er} mai : cette année-ci, elle le précède. Dans le discours-programme qu'il prononçait récemment à la Chambre des députés au nom de la majorité réactionnaire, M. Forgeot réclamait des mesures préventives en vue du 1^{er} mai. Il n'y a pas d'exemple que la bourgeoisie soit épouvantée quatre mois à l'avance par le chômage de 24 heures traditionnel : mais elle commence à prendre conscience du sérieux de la menace prolétarienne, toujours renaissante aussitôt qu'écartée, et elle entend défendre par tous les moyens ses prérogatives et ses privilèges que le prolétariat n'est pas moins résolu à supprimer. Le Parti se présente comme l'avant-garde de la révolution : c'est là que le pouvoir bourgeois devait frapper, c'est là qu'il frappe, c'est là qu'il faut se montrer digne de l'enjeu du combat engagé.

Nos camarades Ker et Amédée Dunois sont emprisonnés, sous des prétextes aussi futiles que ceux qui servirent à « légitimer » l'emprisonnement des « conspirateurs » de mai 1920, en réalité parce qu'ils sont des communistes dont l'activité servait précieusement la cause des exploités. Ils ont l'un et l'autre supporté l'épreuve avec une égale sérénité. En particulier, Ker a donné l'exemple d'un militant qui sait s'imposer les plus grands sacrifices dans l'intérêt de ses idées, de son Parti, de l'Internationale Communiste. Voulez-vous savoir, Messieurs les dissidents, ce que sont des communistes éprouvés ? Regardez Ker et Amédée Dunois.

D'autres seront éprouvés à leur tour. Nul ne se peut flatter d'être épargné dans l'époque que nous allons vivre. Il y a actuellement dans la prison de la Santé quatre membres du Comité Directeur du Parti ; c'est peu, si l'on compare notre organisme central à celui de partis communistes comme ceux de Pologne ou des Etats-Unis, dont tous les membres sont em-

prisonnés, ou comme celui de Russie composé d'anciens forçats et d'ex-détenus ; mais c'est un progrès, si on le compare à l'ancienne C. A.P. du Parti, pour laquelle la crainte de la répression était le commencement du réformisme. Ce n'est aussi qu'un début. A mesure que s'intensifiera la lutte de classes, les coups tomberont plus drus sur les communistes, qui s'efforceront de les rendre avec usure... Il n'y a pas de titres honorifiques dans notre Parti, dans l'organisation politique de classe du prolétariat : il n'y a que des postes de travail et de combat. Le premier rang n'est pas le plus confortable : c'est le plus laborieux et le plus exposé. Le communiste qui ne l'entendrait pas de cette oreille s'est trompé en prenant place parmi nous : le Parti dissident de Renaudel et de Paul Faure est là qui l'attend.

Après les poursuites contre Raymond Lefebvre, contre Victor Méric, contre Vaillant-Couturier ; après l'emprisonnement des chemins révolutionnaires, des secrétaires du *Comité de la 3^e Internationale* ; après l'incarcération des courageux militants de l'Internationale Communiste des Jeunes, Voïslav Vouïovitch, Sulzbachner, Di Marchi ; après l'emprisonnement de Ker, d'Amédée Dunois, des étudiants yougo-slaves impliqués dans un nouveau « complot » ; après l'arrestation des gosses valeureux de nos Jeunesses Socialistes-Communistes engagés dans une admirable campagne antimilitariste de classe, d'autres épreuves nous guettent. Les communistes doivent les aborder avec sang-froid et résolution. Laissons les dissidents ricaner en parlant des « communistes éprouvés. » Le prolétariat reconnaîtra bien les siens.

VARINE.

En pleine Répression

Après Ker, le gouvernement et sa valetaille de justice et de police ont emprisonné Amédée Dunois, secrétaire général de l'*Humanité*.

Trois étudiants yougo-slaves, Radomir Vouïovitch, Kossanovitch et Guératovitch ont rejoint à la Santé nos deux camarades du Comité directeur et ceux qui, depuis neuf mois, attendent leur procès.

Les Jeunesses socialistes-communistes sont également à la peine. Plusieurs de nos jeunes camarades ont été arrêtés alors qu'ils affichaient un manifeste aux conscriptions de la classe 21. Ils sont emprisonnés au régime du droit commun.

Les organes directeurs du Parti ont le devoir d'intervenir sans perdre de temps pour obtenir la mise au régime politique des jeunes emprisonnés. Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler un devoir aussi élémentaire et aussi pressant.

La Question Agraire et la Révolution Mondiale

Ce n'est pas par hasard que la Seconde Internationale n'a jamais mis la question agraire à l'ordre du jour de ses congrès, tandis que l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité d'en faire une étude immédiate. Les partis socialistes ne faisaient que parler de « révolution », sans passer aux actes révolutionnaires. Dans le domaine agraire, on se bornait dans le meilleur cas à l'agitation parmi les travailleurs ruraux et les petits paysans et à quelque participation aux discussions parlementaires de projets de réformes agraires partielles. En effet, l'examen de cette question a une échelle internationale était alors dénué de sens, étant donnée la variété infinie des formes de la jouissance de la terre dans les divers pays. Il en est tout autrement maintenant que la question de l'action révolutionnaire est sur le tapis.

Nous nous heurtons d'emblée à un fait capital connu de tous, qui est la division sociale du travail. Elle a abouti à une rupture complète entre la ville et la campagne, fait d'une importance décisive pour la révolution. Le prolétariat des villes et des centres industriels qui fait les révolutions, a besoin de se nourrir; or, toute son énergie révolutionnaire est paralysée si la classe contre-révolutionnaire des propriétaires fonciers lui coupe les vivres. Mais c'est surtout dans l'état de choses actuel, en raison de la terrible crise alimentaire provoquée dans toute l'Europe par la tuerie internationale, que l'approvisionnement des villes, qui dépend intimement des campagnes, acquiert la plus grande importance pour toute action révolutionnaire.

À cet égard la révolution russe a fourni une leçon de choses des plus instructives, et l'on ne saurait négliger son expérience. Mais il est à noter d'autre part que la situation créée en Russie ne peut guère se présenter de nouveau dans les autres pays. Tout d'abord, la masse paysanne russe se trouvait placée, objectivement, dans des conditions révolutionnaires, bien qu'elle n'en ait pas eu conscience. Cette situation révolutionnaire s'explique par les conditions historiques. Le servage n'a été aboli en Russie qu'il y a un demi-siècle, et le régime capitaliste n'a pas encore eu le temps de prendre racine dans l'économie rurale.

Avant la révolution de 1917, la Russie était le pays des vastes latifundia. Dans ces latifundia grand-russiens l'exploitation capitaliste n'avait qu'une extension infime. Leurs propriétaires n'exploitaient pas la terre eux-mêmes mais l'affermaient aux paysans, presque toujours à courts termes, car le paysan appauvri ne pouvait point, à la différence du fermier anglais ou américain, assurer une culture intensive et méthodique du sol. C'est ainsi que s'était développée une forme de culture extensive, telle qu'on n'en rencontre presque dans aucun pays capitaliste et qui se distingue par un rendement incroyablement modique. La meilleure terre ne fournait au paysan qu'une récolte inférieure de 200 % à celle que rapporte une terre médiocre dans l'Europe centrale et occidentale.

La Russie exportait néanmoins beaucoup de blé. Mais ce n'était point le superflu, après satisfaction de ses propres besoins que l'empire du tsar allait

écouler sur le marché mondial : la politique économique du gouvernement forçait le paysan à vendre ses produits bien qu'il fût lui-même malheureux et littéralement affamé. Ces conditions imposaient impérieusement un dénouement révolutionnaire et les paysans devinrent les alliés naturels du prolétariat qui allait leur assurer la jouissance de la terre et du produit de leur labeur. Mais ces mêmes paysans, si révolutionnaires vis-à-vis des droits des gros propriétaires fonciers, n'étaient ni révolutionnaires au sens subjectif du mot, ni disposés à seconder volontairement l'établissement d'un régime prolétarien. Si le développement économique ne dépendait que des aspirations de la masse paysanne, on verrait bientôt surgir dans les villages un régime où les paysans jouiraient sur leurs petits lots de terre d'un droit de propriété illimitée. Aussi, une partie considérable de la masse paysanne se range-t-elle du côté de la contre-révolution. Mais ce qui lui donne à réfléchir, c'est le fait incontestable que les éléments directeurs de la contre-révolution, les gros propriétaires, les bourgeois et les bureaucrates, ne se soucient nullement de sanctionner « l'expropriation foncière ». De plus, un sentiment d'égoïsme animal portait les paysans à refuser des vivres aux villes quand même ils en avaient en excédent, de sorte que le gouvernement prolétarien qui ne pouvait pourtant pas laisser les villes mourir de faim s'est vu obligé d'employer quelquefois la force pour combattre cet égoïsme animal et ce, d'autant plus que l'industrie, par suite de la désorganisation provoquée par la guerre extérieure et par la guerre civile, était incapable de produire les marchandises nécessaires à des échanges rationnels entre la ville et le village. La faible densité de la population en général et le chiffre relativement faible de celle des villes d'une part ; le fait qu'en Russie un grand nombre d'ouvriers n'ont pas encore rompu tout à fait avec la campagne où ils conservent de solides attaches familiales, de l'autre, ont permis de gagner du temps pour un apaisement graduel de l'antagonisme qui existait entre les villes et les villages, et pour l'organisation, en dépit de l'état désastreux du transport, du ravitaillement des villes dans la mesure la plus modeste ; car il est à noter que la majeure partie des travailleurs urbains se sont sauvés dans les campagnes.

Le but de cet article n'est en aucune façon d'exposer le programme agraire de l'Internationale Communiste ; d'ailleurs, pareil programme *unique* est impossible par suite de la différence des conditions dans les divers pays. Nous voulons simplement attirer l'attention sur les questions qui surgissent en connexion avec le problème agraire et les soumettre à un bref examen

Les formes de la possession et de la jouissance de la terre dans les pays d'Europe

Pour la commodité de l'exposé, nous proposerions d'examiner la question agraire dans les pays d'Europe, en les partageant en deux groupes : a) pays où

le rôle prépondérant appartient à la grande économie rurale ; b) pays où prédomine résolument la forme de la possession et de la jouissance de la terre par les paysans.

Au premier groupe appartient « l'Europe Centrale » considérée non dans le sens ordinaire de ce terme : nous avons en vue un territoire, dans l'organisation originale de rapports fonciers duquel la grande économie rurale prévaut ; — territoire compris dans la zone géographique qui s'étend approximativement du Dnieper, à l'est, jusqu'au territoire situé au delà de l'Elbe, à l'ouest, et de la mer Baltique aux Balkans. En dehors de ce territoire, dans l'Europe du nord, du sud et de l'ouest, nous rencontrons une organisation de rapports fonciers tout à fait différente.

Cette « zone d'Europe Centrale », ne se distingue, il est vrai, en aucune façon par une organisation de rapports fonciers complètement homogène ; cependant dans tous les pays qui en font partie — Lettonie, Lithuanie, Pologne, Ukraine, Roumanie, Hongrie, Bohême, Allemagne Orientale et dans une partie de l'Autriche allemande — nous voyons prévaloir la grande économie rurale. La cause historique de ce phénomène est partout la même : l'abolition relativement tardive du servage. Aussi aperçoit-on partout sur ces territoires des vestiges plus ou moins visibles d'une organisation agraire basée sur le servage des paysans, avec, il est vrai, de pays à pays, des différences considérables. L'essentiel, c'est que la grande propriété foncière occupe dans cette zone une place importante dans la vie économique, englobant par endroits, 30 à 50 o/o de la superficie totale des terres — et parfois davantage — et que l'économie de ces grands domaines est assise sur les principes capitalistes : nous avons donc bien affaire à la grande industrie rurale.

Nous rencontrons donc dans ces pays une classe relativement nombreuse de travailleurs ruraux sans terre (journaliers), c'est-à-dire de véritables prolétaires. Dans presque tous ces pays, est aussi fortement représentée une autre classe : celle des propriétaires de petits lots de terre qui ne sont pas de « vrais paysans », car ils possèdent trop peu de terre pour pouvoir subsister sur le revenu de celle-ci ; ils vivent principalement des salaires gagnés dans les grandes entreprises d'économie rurale ; aussi, sont-ils des « demi-prolétaires ».

Les paysans forment dans ces pays une partie très importante de la population, mais ils n'y représentent pas partout la majorité absolue des demi-prolétaires. Et, quand bien même l'observation de Schaeffle sur « le crâne anti-collectiviste du paysan » serait également juste par rapport aux paysans de notre « Europe Centrale », ceux-ci n'en constituent pas moins un élément révolutionnaire dans une certaine mesure, dans la mesure, notamment, où le facteur essentiel de la vie politique et sociale de ces pays n'est autre que le contraste entre les paysans et les gros propriétaires terriens (les « barons » en Lettonie, les « nobles » en Pologne, en Lithuanie et en Ukraine, les « magnats » en Hongrie, les « junkers » dans l'est allemand). Le gros propriétaire terrien en tant qu'entrepreneur capitaliste s'y est assuré presque partout vis-à-vis des paysans un certain nombre de prérogatives, en raison desquelles des conflits incessants se produisent entre les deux classes entretenant dans la masse paysanne un certain état d'esprit révolutionnaire.

Ainsi, dans les pays appartenant à cette zone « d'Europe Centrale », nous avons affaire, dans le domaine des rapports fonciers, à des éléments prolétaires et mi-prolétaires (à des journaliers sans terre et à des propriétaires de petits lots de terre), qu'on peut certainement attirer du côté de la révolution, et à une masse paysanne qui n'est révolutionnaire que dans la mesure où il lui importe infiniment de faire disparaître, coûte que coûte, le pouvoir politique des gros propriétaires fonciers. L'élément contre-révolutionnaire prêt à faire cause commune avec les « junkers », est représenté par les paysans opulents très peu nombreux, d'ailleurs, dans la plupart des pays en question. Dans ces conditions s'impose d'elle-même la pensée d'attirer à nous les éléments prolétaires, mi-prolétaires et paysans de ces pays à l'aide d'un programme proclamant le simple partage de la grande propriété foncière, entre les habitants ruraux.

Ce serait cependant un pas en arrière dans la sphère des rapports de la production. En dépit du bavardage des théoriciens « démocrates » et « révisionnistes », c'est surtout dans cette zone qui par son climat est la zone de la culture des céréales, que la supériorité de la grande exploitation foncière sur la petite constitue un fait indéniable. La disparition des grosses entreprises d'économie rurale qui dans tous ces pays sont exploitées suivant des méthodes économiques plus ou moins rationnelles, aboutirait certainement à un abaissement de la fécondité du sol.

Enfin, la situation dans ces pays est telle que le partage de la grande propriété foncière n'y apporterait point à la masse des pauvres des avantages très appréciables pour la simple raison qu'il n'y aurait pas assez de terre à partager. Comme on aurait avant tout à s'occuper des travailleurs ruraux sans terre et des propriétaires des petits lots à qui la suppression des grands domaines ôterait leur gagne-pain, et comme, en outre, la superficie totale de la grande propriété foncière suffirait à peine pour leur assurer ne fut-ce que chichement, quelques lopins, il ne resterait presque rien pour les paysans cultivateurs. De plus, nous estimons tout à fait erroné l'effort tenace des travailleurs ruraux pour devenir quand même propriétaires. Mieux que quiconque, ils doivent savoir que la situation du journalier relativement bien payé est meilleure que celle du petit propriétaire paysan qui cultive à la sueur du front ses deux hectares de terre, accablé par la misère et criblé de dettes.

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, la révolution n'intéresse la masse paysanne laborieuse de cette zone que dans la mesure où ses intérêts politiques sont foncièrement opposés à ceux des gros propriétaires terriens. Mais il est de toute évidence qu'on ne pourra la disposer en faveur d'un régime communiste. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une immixtion révolutionnaire dans la sphère de la propriété foncière paysanne. Sans renoncer à leur but communiste final, les prolétaires peuvent, après la victoire, laisser au temps le soin de développer les rapports sociaux dans cette sphère. Seule l'expérience personnelle pourra convaincre les paysans de la supériorité d'un régime de grande économie communiste. La révolution prolétarienne peut cependant assurer aux paysans laborieux des avantages immédiats fort appréciables. *Ces paysans étant endettés sont asservis par le capital financier.* En

annulant, après l'établissement de sa dictature, leurs dettes, le prolétariat leur ferait un cadeau équivalant à une augmentation notable de leur fortune. De plus, les paysans ne peuvent que gagner à une révolution qui, par le système des Soviets, leur donnera en fait l'autonomie dont ils ont besoin dans le domaine de l'économie agraire, des voies de communication et de la coopération.

Il s'ensuit que ce n'est pas l'adhésion des paysans au programme communiste qu'il faut chercher ; il suffit de les neutraliser pour toute la durée du combat décisif que le prolétariat livre au capitalisme. Compromis très avantageux pour les deux parties. Cette constatation faite, les partis communistes des pays de cette zone devraient adopter le programme agraire que voici :

« Pour des raisons d'ordre économique et politique, les gros propriétaires fonciers sont des ennemis extrêmement dangereux, qui doivent être vaincus coûte que coûte.

« Les terres de tous ces propriétaires fonciers, y compris l'outillage agricole et industriel qui s'y rattache doivent être expropriées sans indemnité.

« Toutes les entreprises d'économie rurale sont à nationaliser, et leur exploitation ne pourra se faire que sous le contrôle de l'Etat, avec l'aide des travailleurs ruraux, organisés en soviets professionnels et appartenant principalement à la classe des paysans non-propriétaires et des demi-prolétaires ne possédant que des lopins insignifiants.

« Les excédents de produits alimentaires restant après le ravitaillement réglementaire des ouvriers, seront employés à l'approvisionnement de la population des villes.

« Les travailleurs ruraux sont des « travailleurs de l'Etat » ; ils touchent des salaires fixes et parfaitement suffisants pour leur existence ; ils approvisionnent les villes en produits alimentaires et en reçoivent, en retour, des articles manufacturés.

« Les droits de propriété et d'usufruit agricoles des paysans travailleurs restent inviolables. Toutes les dettes des paysans sont annulées, et ils acquièrent tous les avantages réels qui se rattachent à un système gouvernemental, basé sur le principe soviétique.»

On sait que le droit de propriété agricole des paysans avait soulevé plusieurs questions concernant les modes de réforme, dans le cadre de l'économie nationale capitaliste de la situation économique et agricole. Parmi ces questions figurent : celle de la réduction du parcellement des propriétés agricoles, en rapport avec les droits de leurs héritiers ; celle de l'organisation du crédit, celle des possessions agricoles, coupées par d'autres propriétés foncières et de la suppression de ces intervalles par le fusionnement des terres en de vastes propriétés, etc. L'examen de toutes ces questions, qui n'ont qu'une importance secondaire pour le programme communiste, est complètement inutile et inopportun ; c'est l'affaire des paysans qui sauront s'en acquitter, avec le peu de concours que leur accordera à cette fin l'Etat prolétarien.

Une question, cependant, qui a trouvé, en Russie, une solution « révolutionnaire », demeure très intéressante. Tout travail salarié exécuté à l'avantage des propriétaires, privés fut, en Russie, catégoriquement interdit. Cette interdiction prononcée pour empêcher la constitution de grosses propriétés foncières, paraît

être une mesure visant spécialement les paysans possédant des terres importantes et ne pouvant se passer dans leurs domaines de travailleurs salariés. Il est bien douteux qu'on doive recourir à une mesure si radicale dans les pays de l'Europe moyenne. Une loi de cette sorte ne manquerait pas de provoquer une inquiétude très vive parmi les travailleurs qui, étant donnée la complexité des relations sociales actuelles, ne peuvent se passer de travailleurs salariés. D'autre part, le défaut, presque général, de main-d'œuvre rurale dans la plupart des pays dont il s'agit, rend plutôt inutile une semblable mesure prohibitive, parce qu'au moment où les grosses entreprises d'économie nationale auront passé à une exploitation plus intense, et accorderont aux travailleurs des conditions très avantageuses, les paysans propriétaires ne pourront probablement trouver de travailleurs pour leurs propres besoins.

En présence de cet état de choses, ces paysans propriétaires se verront peu à peu dans la nécessité de réduire la superficie des terres qui leur appartiennent et le feront petit à petit de manière à pouvoir cultiver eux-mêmes les terres, qui resteraient en leur possession, alors que leurs excédents passeraient entre les mains d'autres travailleurs paysans qui, jusqu'alors en étaient privés. (Les terres appartenant aux paysans travailleurs ne doivent pas être nationalisées car, déduction faite de celles qu'il faudrait laisser aux ex-propriétaires pour leurs besoins personnels, le surplus serait ordinairement trop insignifiant pour permettre d'utiles entreprises de culture.

Quoi qu'il en soit, cette question doit être attentivement examinée pour chaque pays à part.

Pays de petite propriété foncière

A l'Ouest de l'Europe Centrale, commence un territoire où les grosses propriétés foncières ne jouent presque aucun rôle et où le régime agraire est entièrement caractérisé par de petites propriétés bourgeoises et par un système correspondant d'économie rurale. Ce sont : l'Allemagne Occidentale, une partie de l'Autriche Allemande, la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, l'Espagne, l'Italie et le Portugal.

La situation en Italie se présente sous un aspect quelque peu original grâce au système de domaines fonciers qui y abondent et qui maintiennent, depuis longtemps, parmi les paysans une grande effervescence révolutionnaire. Ces domaines fonciers ne sont pas très importants au point de vue territorial et ne méritent peut-être pas le terme dont on se sert à cet effet, en Europe Occidentale. On n'y applique que très rarement les principes modernes de l'économie rurale ; dans la plupart des cas, les terres y sont affermées aux paysans qui les cultivent avec une intensité extraordinaire (ce qui rapproche un peu cette culture de l'horticulture). Presque partout, les conditions de l'affermage sont très dures pour les paysans et les laboureurs pauvres. Exaspérés et désolés, ceux-ci sont en état de rébellion presque permanente. Il est peu probable que le passage immédiat à un système rationnel d'économie rurale, sur une large échelle, y soit possible dans les conditions actuelles de la culture agricole (car on y cultive le riz, les légumes, et plus souvent encore, c'est la vigne ; l'horticulture y est fréquente, de même que l'élevage du gros bétail). Nul autre issue de cette situation ne paraît probable, dans ces conditions, que le partage des domaines fonciers en lopins de terre, conformément au désir

des petits paysans exploités, et la remise de ces terres à la population rurale.

Pour le prolétariat révolutionnaire, ces paysans sont des alliés à toute épreuve. Et il n'y a d'autre moyen de frayer la voie au communisme, dans ce pays, que de développer systématiquement la coopération.

La situation est quelque peu analogue en Espagne et au Portugal.

La révolution a beaucoup moins de chances en Allemagne Occidentale, en France, en Belgique et en Hollande où les petites propriétés bourgeoises ont une base extrêmement solide et où les paysans représentent, sous tous les rapports, l'élément le plus conservateur et même le plus réactionnaire de la population. Tout espoir de les engager ici à une action révolutionnaire est vain.

Les paysans de ces pays sont encore plus endettés que ceux de l'Europe moyenne, et leur émancipation du joug du capitalisme est pour eux une question de la plus haute importance. Vient ensuite la question du partage des grandes propriétés foncières. Il est peu probable que le maintien de ces vastes domaines fonciers soit toujours, dans ces pays, compatible avec l'intérêt public. Il y a, bien entendu, des endroits où ces grosses propriétés foncières ont une importance économique considérable (culture spéciale de semences, etc.), mais ils sont rares. Le partage d'une grande propriété foncière pour alléger l'existence des paysans pauvres n'y serait donc en aucune façon un acte économique régressif. La question des grosses propriétés foncières appartenant aux paysans est plus complexe. C'est aussi un problème de haute importance politique. Aux pays où les paysans, gros propriétaires réactionnaires, sont nombreux et jouent, de ce fait, un rôle prédominant (en Bavière, Wurtemberg Scandinavie), la lutte révolutionnaire sera nécessairement dirigée contre ces paysans riches et réactionnaires. Et le mouvement sera caractérisé par l'union des petits paysans et des travailleurs ruraux (assez nombreux dans les régions où les gros propriétaires dominent) avec le prolétariat des villes, aux fins de la réalisation en commun d'une réforme agraire radicale.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne tous ces pays où les gros propriétaires paysans prédominent, le fait que l'on ne doit jamais oublier et qu'il faut toujours mettre en relief, c'est que le programme du prolétariat communiste n'impose point l'expropriation des terres des paysans qui n'exploitent pas de main-d'œuvre salariée. Tandis qu'il s'agit par rapport à l'industrie, de la révolution sociale et de l'expropriation des biens des expropriateurs, — dans les pays où les propriétés foncières paysannes prédominent, — la révolution sociale future n'effectuera directement le droit de propriété foncière que par ses conséquences politiques. Le système des Soviets qui conduit, du fait même de sa nature, à la réalisation du self-government, ne peut apporter aux travailleurs des campagnes que de nombreux avantages et aucun préjudice. Aussi, est-il à présumer que ces avantages, dont on fera une propagande plus ou moins habile, finiront par devenir évidents même aux yeux des paysans les plus arriérés. Dans ce cas, c'est probablement le clergé, foncièrement contre-révolutionnaire, qui opposera le plus de résistance. Comme il s'agit principalement de régions peuplées de catholiques, il ne

faut pas diminuer le danger que présente cet adversaire qui doit être combattu impitoyablement et par tous les moyens en notre pouvoir.

L'Angleterre occupe, grâce au caractère tout à fait particulier des institutions qui régissent son agriculture, une place à part. Nous y voyons d'un côté, de grandes propriétés foncières, jouissant de privilèges féodaux, et, de l'autre, un système d'économie capitaliste, basé sur le principe de l'affermage. Personne ne doute que la classe parasite des landlords doit être renversée, la dictature du prolétariat étant impossible tant que les landlords détiendront les terres habitées par le prolétariat anglais.

Dans quelle mesure le fermier anglais est-il donc un partisan de son lord, et dans quelle mesure leurs intérêts sont-ils opposés ? Une partie des fermiers sont des paysans travailleurs. L'expropriation des lords leur sera d'un avantage évident et direct. Si les terres sont nationalisées en Angleterre, le prolétariat anglais qui en sera le maître saura assurer aux travailleurs paysans des conditions d'exploitation du sol très avantageuses et supprimera peut-être même les prix des baux que touchaient jusqu'alors les landlords. Les autres fermiers présentent, au contraire, un type tout différent. Ce sont des entrepreneurs capitalistes qui appliquent aux terres qu'ils louent un système de culture extrêmement intense et emploient la main-d'œuvre salariée. Il va de soi que ces fermiers capitalistes seraient, eux aussi, fort contents de voir le prix du bail supprimé ; mais ils comprennent mieux encore qu'une révolution sociale ne peut pas respecter leurs propriétés capitalistes. Aussi, préfèrent-ils défendre le régime actuel. Et c'est pour cette raison qu'il faut également combattre et les landlords et les fermiers capitalistes, en mettant à profit les alliés naturels du prolétariat révolutionnaire : paysans travailleurs, petits fermiers et journaliers.

Nous ne sommes pas désireux d'exprimer ici notre opinion au sujet de l'opportunité du maintien des grandes propriétés foncières, basées sur le principe capitaliste, et du partage des terres parmi les travailleurs ruraux. Les communistes ont pour tâche l'analyse et la solution prudente de ces questions qui, dès le moment où la révolution aura éclaté, exigent une réponse catégorique et immédiate.

Comme nous l'avons déjà dit, nous ne cherchons qu'à souligner, dans cet article, la nécessité d'un programme très clair dans le vaste domaine des rapports agricoles. Malheureusement, il existe, en cette matière, bien des lacunes, et considérables, parce que les partis communistes de la plupart des pays ont jusqu'ici et forcément négligé ces problèmes. Nous ne leur en faisons pas un reproche. D'autres tâches ont absorbé toute l'énergie des partis. Mais le temps a ses exigences impérieuses. Nous ne pouvons être sûrs en ce qui concerne aucun pays de l'Europe, que le parti communiste ne s'y trouvera pas demain en présence d'une situation qui le mettra en demeure de prendre le pouvoir, qu'il le veuille ou non. Il ne convient donc pas que les partis communistes restent inactifs devant les problèmes agraires. L'exemple de la Russie devrait prouver combien ces problèmes sont hérissés de difficultés, et combien s'impose une tactique conséquente et circonspecte, d'une importance capitale pour assurer le succès de la révolution sociale et le triomphe des idées communistes.

J. MARCHLEVSKY.

La Terreur blanche en Hongrie

Depuis le rapport de la délégation syndicale anglaise sur les tortures que subissent les prolétaires dans le royaume des assassins, les informations au sujet d'atrocités nouvelles, sont devenues de plus en plus rares. Les cours de « justice » poursuivent leurs persécutions d'une manière plus « légale », et le procès récent des Commissaires du peuple a offert aux autorités de la monarchie sans monarque l'occasion de donner encore une fois libre cours à leur haine du socialisme.

Cependant, les meurtres clandestins, « illégaux », dont tant d'hommes tombent victimes, n'ont pas encore cessé. Si l'on voulait mentionner tous les cas des temps tout récents il faudrait en remplir de gros volumes... Aussi ne pouvons-nous citer que les actes de vandalisme les plus horribles des mois derniers.

C'est d'abord le cas Glatter. Joseph Glatter, président du syndicat des mécaniciens, n'avait, du temps de la dictature prolétarienne, commis aucun acte « criminel » aux yeux des mercenaires de M. Horthy. C'est pourquoi il fut impossible de le poursuivre pour son activité pendant le régime soviétique. Mais il s'est rendu coupable, après la chute de la dictature, d'une action impardonnable, ayant transmis des sommes, recueillies par les prolétaires de l'étranger, aux parents des victimes de la Terreur blanche. Pour ce « délit », il fut arrêté, et peu de temps après son arrestation, la valetaille de l'Attila moderne le précipita en bas du deuxième étage de la prison, ce qui est appelé en Hongrie, dans le langage officiel, une *tentative de suicide*. La vertèbre brisée, Joseph Glatter resta de longs mois en prison ; enfin, en octobre 1920, malade inguérissable par « tentative de se suicider », il comparut devant les juges du régime blanc, qui le condamnèrent à mort. Mais sous la pression du gouvernement soviétique russe, qui menaçait de représailles sur les otages pris parmi les officiers hongrois prisonniers de guerre en Russie, Glatter fut « gracié » et sa peine commuée en *réclusion perpétuelle* !

En septembre, un garçon de restaurant, Szita, fut arrêté sous l'inculpation d'avoir distribué des brochures révolutionnaires, ce qui d'ailleurs, ne pouvait être prouvé. Le jour même de son arrestation, il mourut d'une « tentative de suicide... »

En octobre, le camarade Kokay et quelques autres prolétaires furent arrêtés à Székesfehérvár (Stuhlweissenburg) et accusés du même délit, que dans le cas précédent. Quelques-uns furent terriblement torturés en prison. Kokay fut condamné à mort, les autres aux travaux forcés à perpétuité.

Il faut citer encore un autre exemple des atrocités « chrétiennes » de Hongrie. Un étudiant dont nous ne voulons pas donner le nom, parce qu'il se trouve actuellement comme fuyard à Vienne, nous a décrit ce qu'il dut subir à Budapest. Le jeune homme, qui n'avait jamais participé à un mouvement po-

litique et dont le seul crime avait été l'audition de quelques conférences organisées par un syndicat, fut arrêté par le fameux détachement du lieutenant Pronay des gardes blanches. *On l'a torturé durant 48 heures sans interruption*. Il fut d'abord battu, ensuite pendu au plafond par les mains liées en arrière par des ficelles si minces qu'elles faillirent lui trancher la chair. Puis, on le jeta sur un banc, on lui ôta les souliers et les bas et *on lui enfonça un clou dans la plante des pieds chaque fois qu'il ne donnait pas une réponse conforme au goût des barbares*. Mais son innocence était si claire qu'il fallut tout de même le remettre en liberté... Il se trouve actuellement à Vienne, où il s'est enfui.

Après ces exemples de meurtre illégal, il nous faut parler des exécutions légalisées par les autorités, c'est-à-dire des poursuites judiciaires de tous ceux qui sont connus comme socialistes.

Le grand procès contre les Commissaires du peuple, qui a pris fin dans la seconde moitié de décembre, se termina par la condamnation à mort de quatre des dix accusés, tandis que les six autres furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Ce procès devait être, selon les bourreaux sanglants du malheureux peuple hongrois, un procès de propagande contre-révolutionnaire. En Hongrie, il n'y a plus de communistes à condamner : Tous les communistes restés en Hongrie après la chute du régime soviétique, furent ou assassinés sans autre forme de procès, ou traduits immédiatement devant des tribunaux qui ne tardèrent pas à les condamner à mort. Ils furent pendus aussitôt après, sous les yeux des membres des missions militaires de l'Entente et de leurs dames, qui n'avaient encore jamais éprouvé une telle sensation. Ainsi furent exécutés Otto Korvine et tant d'autres...

Parmi les dix commissaires du peuple récemment condamnés, trois seulement ont été en relations intimes avec le parti communiste de Hongrie. Ce sont : Vantus, Kelen et Szabados.

Vantus, dont le caractère indécis s'était manifesté déjà pendant le régime des Soviets, s'est montré aussi faible durant le procès et a renié son passé de révolutionnaire. Néanmoins, il fut condamné à mort.

Kelen et Szabados ont fait preuve d'un courage extraordinaire devant les mercenaires du capitalisme. Ils sont moins politiciens que savants. Kelen, frère d'Otto Korvine, est ingénieur ; au temps de la dictature, on lui avait confié la direction de la section d'électrification. Szabados, un des meilleurs journalistes du socialisme hongrois, bon marxiste, a traduit en hongrois le *Manifeste du Parti Communiste* et la *Guerre civile en France*, de Marx. Il est le maître de Bela Kun. Depuis des années, il s'était retiré de la vie politique, lorsque, en 1919, il fut nommé chef de la section de la propagande au commissariat du peuple pour l'instruction publique.

Les autres, social-démocrates, étaient restés en Hongrie ; quelques-uns se croyaient trop inconnus pour être accusés par le procureur du régime blanc, d'autres n'avaient pas jugé nécessaire de s'enfuir se sentant protégés ou par l'Entente ou par la mémoire des bons services qu'ils avaient rendus à la contre-révolution pendant la dictature prolétarienne.

Bokányi, Bajáki et Nyisztor sont des social-démocrates, mais des hommes d'une parfaite honnêteté. Avant la proclamation du régime soviétique, ils combattirent les communistes ; cependant, une fois la dictature du prolétariat établie, ils se mirent entièrement au service du pouvoir soviétiste, restant fidèles à la lutte de classes. Les autres sont des éléments réformistes et réactionnaires.

Bokányi, qui fut condamné à mort, est un des chefs les plus anciens du mouvement ouvrier. Issu du prolétariat — il était maçon — il sut acquérir comme autodidacte des connaissances marxistes très étendues. Il est un des meilleurs sinon le meilleur orateur de Hongrie. Son activité comme Commissaire du peuple pour le salut public était sans pareille.

Bajáki appartient à la génération plus jeune du mouvement syndical. Il était Commissaire pour la socialisation, président du Conseil suprême économique et un organisateur de premier ordre. Pendant le procès, il s'est montré très courageux.

Nyisztor, travailleur agricole, n'était pas communiste avant la proclamation de la dictature. Dans le régime soviétique, il a sincèrement milité pour les intérêts du prolétariat rural, contre les petits propriétaires. Il est le type d'un villageois, représentant des travailleurs des champs. Pendant le procès, il s'est défendu fort habilement et courageusement.

Kalmár a toujours fait une politique peu conséquente et n'a jamais su se défaire de certaines conceptions nationalistes. Dans le procès, il n'a pas joué de rôle éminent.

Dovcsák, appartenant à la bureaucratie des ouvriers métallurgistes, a toujours été très conservateur. Il fut Commissaire du peuple pour la socialisation, qu'il a sabotée de son mieux. Lorsque le gouvernement soviétique de Hongrie se vit forcé de prendre des otages, ce fut toujours lui qui intervint en faveur des capitalistes. Pendant le procès, il ne cessa de protester de son innocence.

Enfin, Haubrich et Agoston, tous les deux condamnés à mort, furent les leaders de la contre-révolution au sein de la dictature prolétarienne. Il est maintenant indubitablement établi que Haubrich était pour quelque chose dans le coup de main que la contre-révolution tenta contre le pouvoir soviétique à Budapest, le 24 juin 1919. Le camarade Otto Korvine chef de la police politique, avait déjà avant le 24 juin découvert les relations de Haubrich avec la contre-révolution, mais Haubrich sut empêcher que ces informations ne parvinssent à la connaissance des autres. Après le 24 juin, il fut le centre de toutes les menées contre-révolutionnaires.

Agoston eut, dès le premier moment du régime des soviets, des relations fort étroites avec les agents de l'Entente. Après la chute de la dictature, il resta en Hongrie, espérant que son *sauf-conduit de la mission anglaise* le préserverait de tout désagrément. Néanmoins, il fut arrêté et condamné à mort.

Ce procès, dont la durée fut plus longue que celle du régime soviétique hongrois, visait à la fois deux buts : il devait, comme tant d'autres, satisfaire de nouveau le désir de revanche insatiable de la clique qui règne actuellement en Hongrie, et en second lieu, les terroristes blancs de Hongrie, sentant leur pouvoir s'affaiblir, avaient besoin d'influencer l'opinion publique en leur faveur. Le premier but était, cette fois, évidemment moins important que le second. La soif de vengeance des hordes d'Attila V est déjà apaisée, et si elles commettent encore des atrocités, c'est moins pour se venger de la dictature rouge que pour ralentir la chute inévitable du régime de M. Horthy, dont elles pressentent la fin. Il s'agissait surtout pour les chefs du terrorisme chrétien, d'évoquer devant les bons bourgeois, petits bourgeois et paysans toutes les horreurs du régime soviétique. Aussi le procureur ne se lassait-il pas de répéter et de ruiner des contes à faire dresser les cheveux sur la tête à propos de la dictature prolétarienne.

Les Commissaires du peuple furent inculpés de meurtre, de rapine, de fabrication de fausse monnaie, de sédition et de haute trahison, commis par leur activité comme membres du gouvernement soviétique.

Cette comédie, appelée Procès des Commissaires du Peuple, se termina comme les barbares de Budapest l'espéraient : les accusés furent condamnés. Et pourtant, ni l'un ni l'autre des buts, pour lesquels cette comédie fut montée, ne seront atteints ! Quant à l'exécution des condamnés, le gouvernement soviétique de Russie a nouvellement menacé de s'en prendre aux otages hongrois en Russie, bien que quelques-uns des Commissaires condamnés ne soient pas dignes de son intervention. Et si, d'autre part, les assassins de la Terreur blanche, s'étaient proposé d'exercer, par le procès, une influence sur l'opinion publique, ils ont échoué. Loin de s'être converti au christianisme à la hongroise, le public, lassé des hécatombes du régime blanc, continue à se détourner des bourreaux inhumains. Même l'opinion publique bourgeoise, qui, au commencement, avait été hostile aux Commissaires du peuple accusés, finit par se prononcer pour eux.

Le procès a clairement démontré qu'en Hongrie, la dictature blanche va en s'écroulant. Il est cependant à craindre que la chute du régime actuel ne coûte encore des hécatombes au prolétariat hongrois. Les prolétaires des autres pays — à la seule exception de la Russie, dont la classe ouvrière a déjà fait tout son possible — resteront-ils à nouveau inertes au moment où leurs frères hongrois auront à subir les dernières atrocités de la réaction moribonde ?

L. REVO.

L'Ukraine, objectif de la contre-révolution internationale

1. — L'hypnose ukrainienne

La guerre universelle de 1914-1918, qui anéantit des dizaines de millions de vies humaines, qui détruisit les colossales richesses amassées dans tous les pays pendant des décades de paisible labeur, ne fut qu'une grande lutte pour la possession des pays producteurs de matières premières, ravitaillement, denrées et combustible, et pour la conquête des voies ferrées et maritimes ouvrant les régions riches en matières premières et en combustible.

L'Ukraine, avec ses richesses illimitées, son admirable situation géographique, au croisement des routes qui mènent de l'Europe occidentale au Caucase, dont les richesses minérales et les énormes gisements de naphte acquièrent de jour en jour une importance plus grande dans la vie économique des peuples, au Turkestan riche en coton, à la Perse et à l'Asie centrale — ne pouvait manquer de devenir un objet de convoitise pour tous les pays impérialistes.

Au lendemain de la paix de Brest-Litovsk, ce ne fut pas vers la Russie des Soviets ou la Russie centrale, ni contre Moscou ou Petrograd que les impérialistes allemands jetèrent leurs troupes — ce fut contre l'Ukraine. Lorsque les diplomates allemands s'évertuaient à semer la discorde entre la Russie des Soviets et l'Ukraine, ce n'était que dans le but d'affaiblir cette dernière, pour l'annexer, directement ou indirectement, et l'enchaîner au char triomphal de l'Empire allemand.

Lorsque, en novembre 1918, la révolution allemande renversa le trône des Hohenzollern, et que les troupes allemandes d'occupation retournèrent dans leur patrie, de nouveaux conquérants vinrent remplacer les envahisseurs casqués. Après la chute des Hohenzollern et la débâcle de l'Allemagne, l'Ukraine devint l'objet des convoitises des capitalistes français et anglais. Si Krasnof et Skoropadsky y avaient été les agents de l'impérialisme allemand, travaillant à l'affirmation de l'hégémonie allemande en Ukraine, Denikine et Wrangel, par contre, furent les instruments des capitalistes anglo-français visant l'Ukraine. C'est ainsi qu'après avoir pris Kharkow et Tsaritzin et avoir donné à ses troupes l'ordre resté historique de marcher sur Moscou, Denikine n'avança pas en ligne droite vers la vieille capitale des tsars, mais se tourna vers l'Ukraine, tâchant d'occuper Ekaterinoslaw, Poltava et Kiev. Ce n'est que vers la fin de septembre, trois mois après qu'eut été décidée la marche sur Moscou, que commencèrent les opérations de Denikine dans la direction de Koursk et de Voronège. Denikine se hâtait, évidemment, de se saisir de l'Ukraine tout entière dans l'intérêt et sur l'ordre de son commandement supérieur — c'est-à-dire des bourgeoisies française et anglaise. En perdant trois mois à conquérir successivement la rive gauche et la rive droite du Don, il ne fit qu'affaiblir ses troupes et hâter l'heure de la défaite, inévitable dans cette lutte avec un adversaire terrible — la Russie des Soviets. Après la débâcle de Denikine, l'Ukraine sembla sauvée de l'emprise du capitalisme européen. Mais bientôt entra en scène, au lieu des cosaques, des « cent noirs » et des ga-

lonnés de l'ancienne autocratie; la noblesse polonaise. A son tour, elle éleva des prétentions sur l'Ukraine.

Le manifeste de Pilsudsky jetait une lumière éclatante sur les cartes des classes dominantes de la Pologne. Il ne laissait aucun doute sur le véritable but de la noblesse polonaise dans la guerre avec les deux républiques fédératives. Ce but — c'était l'occupation de l'Ukraine par les troupes polonaises, c'était, en d'autres termes, la possession de l'Ukraine.

Et de nouveau, au lieu de marcher en droite ligne sur Moscou par Smolensk et, au lieu de livrer combat à leur terrible adversaire dans les plaines de la Russie des Soviets, les troupes polonaises suivirent la même route que Charles XII, les Allemands et Denikine. Telle est la force d'attraction de l'Ukraine, l'hypnose ukrainienne qui agit sur tous les ennemis du régime des Soviets, et semble leur obscurcir l'esprit aux heures décisives. Mais qu'est-ce donc qui rend l'Ukraine l'objet de désirs si ardents de la part des stercoraires du capitalisme, et d'où proviennent cette hypnose ukrainienne et cette force attractive de l'Ukraine, agissant infailliblement sur tous les ennemis du pouvoir des soviets ?

2. — Rôle de l'ancien Empire russe dans l'économie mondiale

Dans la période qui a précédé la guerre mondiale, l'ancien Empire russe, avec ses 200 millions d'habitants, son territoire illimité occupant plus d'un septième du globe terrestre, ses inépuisables richesses naturelles, les produits de son agriculture, ses forêts, son lin, etc., jouait un rôle colossal dans la vie économique du monde. Caché sous la forme pécuniaire de l'échange des marchandises, ce rôle ne sautait pas aux yeux. Les colossales exportations russes, leur grande importance pour l'économie universelle, furent en quelque sorte masquées par l'insignifiance du prix d'échange de marché de notre exportation. Les marchandises russes étaient exportées à l'étranger sous forme de matériaux bruts, et c'est pourquoi elles étaient cotées à bas prix, et la valeur totale de l'exportation russe, exprimée sous forme pécuniaire, en roubles, francs et livres sterling était insignifiante, comparée à son importance réelle dans l'économie mondiale. Par contre, beaucoup de matières russes exportées, puis réimportées en Russie sous forme d'articles manufacturés (marchandises en bois russe, cuir de Russie, métal russe, etc.) se vendaient en Russie à des prix dix et même cent fois plus élevés que ceux des matières premières exportées.

L'ancien Empire russe n'est pas seulement un des plus riches pays du monde par ses trésors naturels ; — chose plus importante, il dispose des éléments fondamentaux de la production, à savoir : du coton dont la culture sert de base à toute l'industrie textile ; de la houille et du fer, sans lesquels il est impossible de mettre en marche aucune fabrique, et enfin — des éléments fondamentaux de l'alimentation humaine : blé, viande, sucre, graisse et sel. L'Allemagne actuelle est presque entièrement privée de coton, ne possède que fort peu de houille, de fer, de blé et, le régime

capitaliste subsistant, elle est condamnée à la perte, à l'extinction, à la dégénérescence. Elle est menacée d'un sort pire que celui de l'Espagne, jadis florissant pays industriel et devenue la contrée la plus pauvre de l'Europe. En qualité de puissance capitaliste, l'Allemagne ne peut exister qu'en reprenant à la France l'Alsace et la Lorraine, ainsi que le bassin de la Sarre, et en réoccupant l'Ukraine, bref — au prix d'une nouvelle guerre universelle qui ne serait qu'une aventure plus inepte encore et plus risquée que celle de 1914-1918. La France et l'Angleterre, en dépit même de leurs énormes acquisitions territoriales, ne sont pas en état de se passer encore longtemps de l'appui de l'Ukraine et de la Russie des Soviets — avec ses riches forêts septentrionales, son Turkestan, riche en coton, son Caucase, riche en naphte, etc. Il n'existe au monde qu'un pays capitaliste qui puisse vivre sans avoir recours aux richesses de l'Ukraine et de la Russie des Soviets. Mais ce pays — les États-Unis — se trouve sur un autre continent. Il possède du blé, de la houille, du fer, et même du coton en quantités suffisantes, et c'est pour cette raison que la bourgeoisie américaine témoigne moins d'intérêt que les bourgeois français et anglais à l'anéantissement du régime des Soviets, tant en Russie qu'en Ukraine.

Au lendemain de la fin de la guerre universelle, lorsque se fit sentir partout la disette des principaux produits alimentaires, tels que le pain, la viande, le sucre et des matières premières, telle que lin russe (1), houille, minerais, bois de construction, cuirs, graisses, etc., la chute inattendue d'un anneau aussi important que l'ancien empire de Russie, de la chaîne commune des États capitalistes, porta à ces derniers un coup terrible.

Durant les quatre années de guerre, l'humanité fit littéralement sauter la houille, le coton, le blé, le cuir, employés exclusivement pour les besoins de la guerre par milliards de tonnes, et, au moment actuel, alors que la bourgeoisie internationale se trouve devant la nécessité urgente de céder à l'exploitation intense de la vieille Russie et à sa transformation définitive en colonie de la bourgeoisie internationale — ce dessein devient plus irréalisable que jamais. Pour ceux des savants bourgeois européens qui ont compris l'impossibilité d'un retour au passé, qu'il n'y a pas lieu d'espérer la restauration des rapports de dépendance ou de servage qui existaient naguère entre l'ancien empire russe et les États de l'Europe Occidentale — la nécessité absolue de terminer la guerre avec la République fédérative des Soviets de la Russie est évidente. Le seul moyen de sauver l'Europe Occidentale de la débâcle économique, de la famine et de l'appauvrissement matériel serait, d'après l'opinion de ces économistes et politiciens bourgeois, le rapprochement avec la Russie.

La résolution prise par la conférence de Londres par rapport à la lutte contre la famine, porte dans sa partie concernant la question russe, le passage suivant : « La conférence estime que le rétablissement de l'industrie mondiale ne pourra se réaliser tant que la Russie n'aura pas toutes les possibilités de régénération économique et ne pourra mettre à la disposition des autres pays ses réserves énormes de matières brutes et de produits alimentaires ». Or, le premier pas vers ce but, c'est la cessation de toute intervention des puissances étrangères dans les affaires russes, que ce soit par violence masquée ou avouée.

(1) La Russie fournissait 80 0/0 de la production mondiale de lin.

La plupart des dirigeants des pays bourgeois continuent cependant à méditer des plans d'intervention violente dans les affaires russes. L'aventure polonaise en est la meilleure preuve.

3. — Richesses naturelles de l'Ukraine. Rôle de l'Ukraine dans l'économie mondiale à la veille de la guerre.

L'Ukraine occupait dans le corps de l'ancien empire russe une superficie relativement insignifiante qui n'égalait que les 14,3 % de la Russie d'Europe (moins la Pologne, les gouvernements de Kovna, Grodna, Vilna, Arkhangel et la Courlande). Toutefois, comparée aux pays de l'Europe Occidentale, l'Ukraine occupant un territoire de 45 millions de déciatines représente un État considérable, ne le cédant que de très peu à l'Allemagne, à la France, à l'Espagne, dont la superficie ne dépasse pas 46 à 50 millions de déciatines.

Tout en n'occupant que les 14,3 % du territoire de la Russie d'Europe, l'Ukraine jouait dès avant la guerre un rôle colossal dans le commerce extérieur, en exportant nombre des objets principaux du commerce russe. Le froment, l'orge, le seigle, la farine, le bétail, l'alcool, le sucre, le sel, et quantité d'autres denrées exportées annuellement avant-guerre par la Russie tsariste à l'étranger, provenaient d'Ukraine. En ce qui concerne le sucre, en particulier, on se fera une idée de l'importance de l'industrie sucrière ukrainienne, en prenant en considération que, sur un nombre total des 294 raffineries en activité en Russie d'Europe, 198 appartenaient en 1914-1918 à l'Ukraine.

On sait le rôle que jouait avant la guerre le blé ukrainien dans l'approvisionnement des pays de l'Europe Occidentale. Le seigle ukrainien était exporté en Allemagne, le froment ukrainien en Angleterre et partiellement en Italie.

L'Ukraine produit principalement des céréales, du froment et de l'orge en particulier. Suivant les données sur la production, l'importation et l'exportation, l'excédent des besoins des neuf gouvernements ukrainiens pour les années 1909 à 1913 représentait 180.000.000 de pouds de froment, et 211.000.000 de pouds d'orge. Ces chiffres sont suivis à une grande distance par 32.000.000 de pouds d'excédent net en seigle et par 9 millions de pouds d'avoine (1). Le surplus moyen des céréales donne au total pour ces cinq années, le chiffre formidable de 432 millions de pouds (soit 6.912.000 tonnes). Il va sans dire qu'étant donnés les progrès ultérieurs de la culture agricole en Ukraine, la fertilité de ses terres s'accroîtra considérablement, et que l'Ukraine pourra consacrer un énorme excédent de céréales à l'approvisionnement des autres pays.

Outre les céréales, l'Ukraine exportait du bétail, en quantité moins considérable, il est vrai. Conformément aux données statistiques des chemins de fer, l'exportation moyenne nette des neuf gouvernements ukrainiens ne comportait, pour les trois années 1912-1914, que 231.000 têtes, ou six millions de pouds environ. Il est évident que l'élevage intensifié des bestiaux permettra à l'Ukraine d'en exporter à l'étranger une quantité infiniment plus considérable.

L'industrie sucrière jouait un rôle très important dans l'économie de l'Ukraine à la veille de la guerre. En 1913-1914, l'Ukraine comptait 200 raffi-

(1) Le poud russe pèse 40 livres de 400 grammes, soit 16 1/3 kilos.

(Note du trad.)

neries, avec une production annuelle qui, de 1909 à 1914, s'éleva à 67 millions de pouds en moyenne.

Quant à l'alcool, les neuf gouvernements ukrainiens en produisaient en moyenne pendant la même période 50 millions de seaux (alcool à 94 %) dont 61 % seulement étaient consommés sur place, l'excédent étant exporté en Grande Russie, au Caucase et à l'étranger.

A la veille de la guerre, l'Ukraine était le fournisseur d'œufs le plus important du marché mondial. Elle en exportait des milliers de wagons par an.

Cet aperçu succinct du commerce d'exportation de l'Ukraine en produits de l'économie rurale à la veille de la guerre fait ressortir le rôle que la question de l'exploitation de l'Ukraine et de l'exportation — forcée en cas de besoin — de son blé, son bétail, etc., devait jouer après que plusieurs années de guerre eussent provoqué dans le monde entier l'appauvrissement ou la famine, de plus en plus sensibles en Europe. Rien d'étonnant à ce qu'au lendemain de la paix, les impérialistes allemands jetèrent leurs troupes non pas contre la Russie ennemie, mais contre l'Ukraine « amie ». Ainsi que le camarade Rakowski le rappelle dans son exposé du 18 mai 1920 au 4^e Congrès panrusse des Soviets, l'Ukraine de Pétlura, selon les clauses du traité passé entre la république populaire ukrainienne d'une part, l'Allemagne et l'Autriche de l'autre, devait livrer avant le 1^{er} juin 1919 70 millions de pouds de céréales, 11 millions de pouds de bétail sur pied, 30.000 moutons, 2 millions de pièces de volailles, 45.000 pouds de graisse, 2.500 wagons d'œufs, 2 millions et demi de pouds de sucre, 20 millions de litres d'alcool, etc., etc.

La question de la houille et du fer ukrainiens joua le rôle le plus important dans notre guerre civile. Le bassin du Donetz occupant la première place entre les autres régions industrielles de la Russie et de l'Ukraine par suite de sa richesse en houille et en fer, fut un brandon de discorde pour la contre-révolution dans sa lutte avec la Russie des Soviets et l'Ukraine. Les Krasnof, les Kalédine, les Denikine et leurs patrons européens rêvaient de condamner, en arrachant le bassin du Donetz à la Russie et à l'Ukraine, les deux Républiques des Soviets au froid et à la faim. D'autre part, le capital étranger avait trop d'intérêts dans le bassin du Donetz pour le livrer sans combat aux Républiques des Soviets et se priver des revenus énormes que son exploitation donnait aux capitalistes européens.

On sait qu'au lendemain de la paix de Brest-Litovks, l'Allemagne impérialiste s'efforça de s'emparer du bassin du Donetz et que la presse impérialiste allemande dédia force colonnes à l'énumération descriptive de ses richesses, en énumérant minutieusement les quantités de houille, de métaux et minerais que les entrepreneurs allemands et les troupes allemandes d'occupation pourraient extraire de cette région au profit de l'industrie allemande.

Quand les troupes allemandes furent forcées d'abandonner le bassin du Donetz, ce dernier devint l'objet des convoitises de l'Entente.

En ce qui concerne la houille et le fer du Donetz, à en croire les données statistiques d'avant-guerre, ils ne furent exportés à l'étranger qu'en quantités peu considérables. Par contre — et ce fait a une importance beaucoup plus grave au point de vue des intérêts de l'impérialisme inter-

national et de la contre-révolution — le fer et la houille du Donetz furent l'aimant qui attira dans la région d'énormes capitaux européens. Les entrepreneurs français et belges placèrent des sommes énormes dans les usines métallurgiques et les houillères du Donetz, et toute l'industrie houillère et métallurgique se trouva, jusqu'à la révolution d'octobre, entre les mains du capital anglo-franco-belge. A la veille de la guerre, en 1914, sur 3.600 fours à coke des houillères du bassin du Donetz, avec une production de 175 millions de pouds, 3.150 fours (d'une production totale de 153 millions de pouds de coke) appartenaient à des sociétés anonymes au capital de provenance exclusivement étrangère. Quant à l'industrie métallurgique, le capital étranger y jouissait, à la veille de la guerre, d'une hégémonie absolue. Ainsi, la célèbre « Prodamet », qui concentrait 80 % de la production des métaux, était un syndicat de capitalistes surtout belges et français, dont le siège central était à Paris.

Les capitalistes étrangers placèrent des sommes énormes non seulement dans les mines métallurgiques, usines et houillères du bassin du Donetz, mais encore dans les tramways municipaux, les stations électriques, les chemins de fer et autres entreprises industrielles de l'Ukraine ; et ils n'étaient nullement disposés à renoncer sans combat à leurs revenus. Les Allemands une fois chassés de l'Ukraine, Petlura, qui avait commencé par la vendre à Guillaume II, se rendit à Odessa chez M. Anselme, consul général de France, afin de conclure un nouveau traité de vente de l'Ukraine. Conformément à ce traité, tous les chemins de fer et toutes les douanes du pays devaient être contrôlés par la France et passer aux mains de la Bourse française.

En ce qui concerne l'Angleterre impérialiste, son intérêt se porte sur la conquête du blé ukrainien encore plus que sur la question de la possession économique des régions houillères et métallurgiques du bassin du Donetz, des chemins de fer ukrainiens, des douanes, des stations électriques, etc. Le journal bourgeois anglais *Daily Telegraph*, dans un article publié en août 1919, au moment de l'offensive de Denikine, écrivait : « La moisson en Ukraine est satisfaisante, et elle serait à même de suffire aux besoins de l'Europe tout entière, si l'on y apportait le travail nécessaire. » Le camarade Sokolnikoff cite un rapport caractéristique d'un des agents anglais à lord Balfour, emprunté au « Livre blanc » anglais, consacré aux bolcheviks : « L'Europe souffrira d'une sérieuse pénurie de produits alimentaires jusqu'à ce que la Russie, ce grenier principal de l'Europe, puisse approvisionner tous les Etats européens par l'exportation de ses céréales ».

Ces considérations, complétées par les données ci-dessus sur l'exportation ukrainienne avant la guerre, suffisent à elles seules à expliquer pourquoi les puissances capitalistes s'efforcent d'anéantir, coûte que coûte, le gouvernement des Soviets en Ukraine et d'assurer la dépendance absolue de cette dernière vis-à-vis du marché capitaliste international. Ces mêmes données nous expliquent aussi pourquoi, en commençant leurs campagnes contre les deux républiques fraternelles, la Russie et l'Ukraine, le capitalisme international jette chaque fois le gros des forces militaires dont il dispose, justement sur l'Ukraine. C'est dans la situation catastrophique de tout le marché capitaliste, dans le besoin pressant de se procurer le

plus vite possible, aujourd'hui et non pas demain, quelques millions de pouds de blé, de sucre, de sel, etc., que git la cause de l'« hypnose ukrainienne » qui se fait sentir si vivement chez tous les ennemis du gouvernement des Soviets. L'histoire a enregistré de nombreux cas où les considérations militaires et les plans stratégiques réguliers furent, en temps de guerre, sacrifiés à des mobiles politiques, à des intérêts dynastiques, compromettant même le sort de la campagne. Dans

le cas qui nous occupe, les intérêts brûlants de l'estomac, le besoin que ressent l'impérialisme d'un sac de farine ukrainienne, d'un poud de sucre raffiné ukrainien ont pesé lourdement dans la balance de la guerre et contraignent les stratèges qui dirigeaient la campagne contre la République des Soviets à marcher sur Moscou, non par le chemin le plus court, mais par Kiev et par l'Ukraine

M. PAVLOVITCH.

La première Maison de Repos des Ouvriers moscovites

A 25 verstes de Moscou, le Soviet de la Capitale vient d'inaugurer une *maison de repos*, la première de toute une série projetée.

Au printemps prochain, la Section d'hygiène compte disposer d'assez de maisons semblables pour y installer à la fois environ 1.000 ouvriers. En attendant, promenons-nous à travers la première maison de repos.

C'est une riche villa au milieu du parc immense et luxueux du marchand Lepechkine, fabricant et « bienfaiteur ». Un parc avec des grottes, un richissime fruitier, des arbres, une vue merveilleuse d'en haut, tout cela doit être enchanteur l'été.

Les chambres sont meublées moins luxueusement que celles des maisons de repos de Pétrograd, mais suffisamment. L'essentiel, c'est la propreté, la tiédeur, l'absence d'humidité. Après la vie moscovite inquiète, nerveuse, pleine de soucis lancinants, l'ouvrier tombe ici dans une atmosphère de repos, d'abondance, de rassasiement.

Un ouvrier qui se repose ici s'exprime comme suit : Quand on retournera à l'usine, la vie sera plus dure qu'auparavant.

Ce n'est pas tout à fait vrai, il restera la conscience que le nouveau régime permet d'organiser cette existence pour tout le monde, et non pour quelques individus.

Au lieu du marchand Lepechkine ou de l'ancien propriétaire du domaine, le noble Tchertvertinski, ces palais peuvent être habités par les travailleurs. Et, comme les marchands et les propriétaires ne nous ont pas laissé suffisamment de ces maisons, nous élèverons nous-mêmes des Palais et des Maisons de repos.

L'invitation à désigner des candidats pour les Maisons de repos tomba dans les usines comme la foudre dans un ciel sans nuage. Ce ne furent que conversations, jugements pour et contre, indécisions.

Ceux qui avaient le plus besoin de repos, les vieux ouvriers, furent d'abord les plus incrédules.

— De quelles Maisons de repos vient-on parler ici ? Pour sûr on veut nous envoyer couper du bois ou quelque chose dans ce genre.

— Comment ! on t'offre une villa, tu n'as qu'à ouvrir le bec sans rien dire !

— Pour moi je le dis tout net : quand mon tour arrivera, je n'irai pas. Pour rien au monde je n'irai dans ces maisons de repos...

Tels furent les palabres qui s'engagèrent dans les

usines qui envoyèrent les premiers pensionnaires à la Maison de repos. Ceux-ci furent des courageux qui n'écouteront pas les chuchoteurs et décidèrent d'aller voir. Ils sont presque tous sans parti. Quelques-uns ne savent pas lire. Mais leur confiance envers le Pouvoir des Soviets a été assez grande pour triompher de tous les commérages.

— En voilà un, me dit-on en désignant un vieillard de quelques 60 ans, qui pleurait en allant à la Maison de repos, et sa vieille aussi pleurait en l'accompagnant.

Je m'adresse à lui :

— Est-ce vrai que vous pleuriez quand on vous a mené ici ?

— C'est vrai. Je ne pouvais pas croire que dans ma vieillesse on allait tout d'un coup se mettre à me dorloter. Maintenant je vois que c'est vrai.

Toute la compagnie éclate bonnement de rire.

— Quand nous partirons d'ici, nous raconterons aux camarades comme on nous a bien régalez, et cette fois tous voudront venir.

— Seulement, ce qui est pénible, c'est de n'avoir rien à faire, remarque un ouvrier âgé. Cela est pénible : 40 ans sans arrêt de travail, et puis, tout d'un coup, rien à faire...

Voilà bien le capitalisme. Un bourgeois oisif trouve infiniment pénible de travailler quelques jours de suite. Un prolétaire après 40 ans de travail essaye de se reposer quelques jours et le voilà déjà fatigué.

Rien à faire, les enfants ! Assez joui pendant 40 ans de travail, on vous tourmentera quelques semaines dans les Maisons de repos. Relevez les marchands Lepechkine : ils sont fatigués de se reposer. Cela leur fera du bien de travailler un peu, de se reposer de leur perpétuel repos.

Les tableaux, les bronzes, le parquet, la musique, ces soins attentifs, cette nourriture abondante, cette propreté et ce calme, tout cela doit laisser une trace ineffaçable dans la mémoire des ouvriers de toutes ces usines qui se reposent ici en attendant leurs successeurs.

Il nous faut élargir le cercle de ceux qui en profitent. Il faut construire et monter des dizaines de bâtiments, y mettre le meilleur mobilier, y consacrer les denrées les meilleures, y envoyer les meilleurs orchestres, les meilleurs conférenciers, etc.

Alors nous n'aurons plus besoin d'écoles de pro-

pagandistes. Des Maisons de repos sortiront des centaines et des milliers de propagandistes, ouvriers et ouvrières, qui fermeront la bouche à tous les socialistes-révolutionnaires, à tous les bavards qui essayent de nuire au Pouvoir des Soviets. Ces vieillards, ces jeunes gens fourbus par le capitalisme diront : Sous l'ancien régime, quand tout était en abondance, personne ne pensait à nous procurer du repos. Ton seul repos est dans la tombe, disait la chanson. Et main-

tenant, au milieu de la misère et de la disette, au milieu des puissants ennemis qui nous attaquent, la république des travailleurs se hâte de donner le meilleur de ce qu'elle a pour faciliter l'existence de l'ouvrier.

Il faut beaucoup de Maisons de repos. C'est la meilleure propagande, par les actes et non par les paroles.

SOSNOVSKY.

La Révolution prolétarienne et le Droit

« La vie publique est essentiellement pratique. » Cette thèse marxiste est démontrée par le travail accompli en trois années de révolution par le prolétariat dans le domaine du droit. Après avoir rejeté l'ancienne législation et entièrement supprimé les institutions gouvernementales d'avant-révolution, et, en particulier, les tribunaux, faisant ainsi place nette au nouveau régime, le prolétariat entra d'emblée dans la voie de la réalisation pratique des formes nécessaires de la vie publique. Ayant créé un Etat, dont les organes législatifs et le tribunal sont tirés du sein des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, le prolétariat donna à ses organes la possibilité d'agir, sans attendre l'époque de l'instauration d'un système prolétarien universel, et, de plus, d'agir dans l'intérêt du prolétariat en créant des lois qu'il modifie et améliore sans cesse.

Arrivé maintenant au seuil de la quatrième année de révolution, le prolétariat possède tous les moyens d'élaborer une série de codes, c'est-à-dire un recueil de lois systématisées et réunies par les mêmes principes, embrassant les organisations gouvernementales du travail, de l'économie nationale, inspirant le code pénal chargé de les protéger. Le Commissariat du Peuple de la Justice a déjà entrepris de réaliser ce travail. On peut dire à l'avance que le prolétariat une fois ses codes élaborés, leur donnera tout juste la place qui leur convient dans un Etat prolétarien ; ce ne seront pas les codes séculaires de la bourgeoisie, une espèce de « Code civil », mais avant tout des manuels systématiques à l'usage quotidien des organes administratifs et judiciaires pendant la période de transition, jusqu'au moment où le prolétariat, après avoir renversé les classes, détruira le gouvernement lui-même.

Ce caractère pratique du droit prolétarien et de ses organes s'est maintenu pendant les trois dernières années : le droit matériel dans sa forme la plus parfaite : le code, tout aussi bien que les organes juridiques ont été modifiés sans cesse. En voici quelques exemples des plus frappants : 1. La loi fondamentale de 1918 (Constitution de la R. S. F. S. R.) a été complétée et modifiée en partie, surtout dans le domaine des rapports entre les autorités centrales et locales, par les décrets du 7^e Congrès, et davantage encore en 1920, par la loi sur les conseils communaux et ruraux adoptée par le Comité Exécutif Central Panrusse ; ce remaniement de la Constitution dure sans trêve, car en ce moment, une commission spéciale est en train d'établir le système hiérarchique des Commissariats du Peuple et des Comités Exécutifs. 2. Le

premier code des lois concernant les actes civils adopté en 1918 par le Comité Exécutif Central Panrusse, a été modifié en grande partie par une série de décrets successifs réglant l'éducation des enfants et l'assistance sociale des adultes, et doit être remplacé par un nouveau code élaboré par le Commissariat du Peuple de la Justice ; 3. Le code de 1918 de la loi du travail a été essentiellement complété et modifié par les décrets sur le travail obligatoire et par les règlements généraux des tarifs de 1920 ; 4. En trois ans, cinq décrets sur les tribunaux ont été édités ; les uns et les autres laissent intact le principe organisateur, c'est-à-dire le système collégial et, pour les juges, l'exercice de leurs fonctions à tour de rôle, mais chacun d'eux apporte toute une série d'innovations comme, par exemple, la réorganisation de l'enquête et de la défense par le règlement de 1920. 5. Dix décrets sur les tribunaux révolutionnaires ont été édités en trois ans ; en 1920, notamment, ont été édités des règlements détaillés touchant les tribunaux révolutionnaires gouvernementaux, ferroviaires et militaires.

On pourrait donner des exemples semblables de n'importe quelle branche de l'administration de l'Etat ; on pourrait indiquer en détail, les causes et la nature des modifications apportées ; mais, pour l'instant, il importe de noter que la législation soviétique porte un caractère éminemment pratique, qu'elle n'est pas en arrière de la vie, comme les thèses emmurées du droit bourgeois, qu'elle se modifie sans cesse à mesure de la croissance de l'Etat prolétarien.

Voici quelques chiffres qui nous serviront à déterminer l'étendue progressive de la part prise par les travailleurs dans des organes juridiques tels que les tribunaux nationaux pendant ces trois dernières années :

	1918	1919	1920
Tribunaux nationaux existants	2.887	2.942	3.708
— révolutionnaires ..	37	39	51

Si l'on considère que chaque tribunal national demande au moins 100 juges (assesseurs) alternatifs, nous obtiendrons pour l'année écoulée un chiffre de un demi-million de travailleurs participant directement au tribunal, et cela bien que l'appareil judiciaire comporte un nombre de tribunaux cinq fois inférieur à celui d'avant-révolution. D'après les données établies en 1919 par 26 gouvernements, 806.000 affaires ont passé par les tribunaux nationaux, et d'après celles établies en 1920 par 35 gouvernements, 708.000 affaires ont

été jugées en cinq mois, dont les affaires criminelles constituent les 65 %.

Ce sont les peines appliquées qui caractérisent le plus l'activité des tribunaux nationaux. Voyons quelles sont les condamnations portées pendant le premier trimestre de 1920. 29.586 personnes ont été condamnées à l'emprisonnement, dont 11.580 conditionnellement ; 13.261 personnes aux travaux publics, sans perte de la liberté ; 36.150 personnes à l'amende, 5.618 personnes au blâme public, et 6.103 personnes à d'autres peines diverses.

Ces données établissent une vive distinction entre les tribunaux nationaux et les tribunaux d'avant-révolution. Les travaux publics sans perte de la liberté, la condamnation conditionnelle et le blâme public n'existaient pas dans l'ancien droit en tant que peines courantes et constituaient tout au plus (comme par exemple la condamnation conditionnelle) les souhaits théoriques des criminalistes sociaux. Mais la rubrique « autres peines diverses » mérite encore plus d'attention ; c'est dans ce domaine que les tribunaux nationaux ont créé un droit nouveau dans toute l'acceptation du

terme. Ainsi, par exemple, ayant à juger des harnachements contre-révolutionnaires ou des incartades anti-politiques, le tribunal condamne à la peine conditionnelle, avec l'obligation pour l'inculpé de suivre un cours d'instruction politique et d'en présenter le certificat au tribunal dans un délai fixé. Ayant à défendre la mémoire de révolutionnaires tombés à la peine, il oblige l'offenseur à mettre des fleurs sur leur tombe ; luttant contre des faits tels que le chômage ou l'exploitation des masses par des préjugés religieux, il donne au procès un grand retentissement politique en faisant des motifs du verdict prononcé un sujet exceptionnel de propagande, etc.

Telle est l'activité des tribunaux nationaux. Elle démontre que dans le domaine de l'application du droit, le prolétariat élabore sans cesse de nouvelles formes de la vie publique ; sans exercer de vengeance contre les criminels, il tâche d'employer à l'édification d'un régime nouveau le matériel humain formé par le capitalisme, faisant ainsi place nette au communisme.

KOURSKY.

La Vie Economique en Russie

Le Naphte dans l'Azerbeïdjan

(Interview du Président du Conseil d'Economie Nationale de l'Azerbeïdjan.)

Les troupes rouges entrèrent dans l'Azerbeïdjan le 28 avril 1920, au moment où les ouvriers de Bakou avaient déjà renversé le gouvernement Mussavatisse et proclamé la République soviétique, de sorte qu'en fait celle-ci existait déjà lors de l'arrivée des armées russes. Les troupes rouges furent accueillies avec enthousiasme, et l'occupation de Bakou se réduisit à une entrée triomphale. Aussitôt fut organisée l'expédition du naphte vers le Nord. La flottille était réduite au plus lamentable état, n'ayant pas eu de réparations depuis trois ou quatre ans. C'est pourquoi le mois de mai ne donna que 15 millions de pouds. Mais grâce aux efforts du prolétariat de Bakou, on réussit à remettre les bateaux en état et à expédier en juin 21.800.000 pouds, en juillet 29 millions 700.000, en août 31.600.000, en septembre 28.500.000, en octobre 27.300.000 ; au total, 158 millions 740.849 pouds.

La diminution des expéditions pendant les mois d'automne s'explique par la violence des vents du nord, qui font un barrage à l'entrée de la Volga et entravent la marche des caravanes pétrolifères entre la rade et Astrakan.

On peut sans exagération qualifier d'héroïque le travail des marinières, puisque les expéditions de 1920, relativement au tonnage à notre disposition, ont dépassé non seulement 1917, mais encore 1916, année-record dans l'histoire des transports de naphte par mer. Nous ne disposions cependant que d'un tonnage de 5.200.000 pouds, au lieu de 8.600.000 en 1916. En outre cette année-là, la navigation avait commencé trente-six jours plus tôt et s'était terminée dix jours plus tard qu'en 1920. Actuellement, la flottille pétrolifère est mise en réparation, et des résultats dépendent du succès de la campagne de 1921. Cette répara-

tion est divisée en trois échelons, dont le premier comprend une cinquantaine des meilleurs et des plus grands bâtiments, capables de transporter, en 1921, 220 millions de pouds.

Sans même parler du troisième échelon, si nous arrivons à réparer les deux premiers, nous serons en état de transporter, en 1921, environ 300 millions de pouds de naphte, dont 260 de Bakou et 40 de Grozny par Pétrovska.

L'exécution de ce programme suppose naturellement la fourniture régulière aux ouvriers de vêtements, chaussures et denrées alimentaires.

La République azerbeïdjane organisa en même temps l'industrie du naphte en ce qui concerne l'extraction et la distillation.

Cent quatre-vingt-six entreprises privées ont été nationalisées, puis réunies en un ensemble possédant toutes les conditions techniques nécessaires à un grand développement ultérieur.

Le travail à la main est remplacé progressivement par le système des compresseurs, au moyen duquel nous obtenons déjà 45 % de tout le naphte. Nous remplaçons les moteurs à vapeur et à naphte par l'électricité, qui fournit déjà 70 % de la production.

Le nombre des moteurs électriques s'élève, sur les exploitations et dans les usines, à 2.010, et seul le manque de moteurs et l'impossibilité de surcharger davantage les stations existantes nous empêchent de parfaire l'électrification de la région de Bakou. Nos stations ont une puissance de 63.700 kilowatts. Les chaudières turbo-générateurs exigent des réparations d'urgence. Si ces réparations sont exécutées et si nous recevons les appareils précédemment commandés à l'étranger, nous pourrions électrifier toute la région, ce qui nous donnera une énorme économie de combustible et fera tomber la consommation de naphte sur place à moins de 5 % de l'extraction. Nous dépensons actuellement 5,6 % dans les parties électrifiées, et dans les autres 20 %.

Bakou possède de nombreuses distilleries qui produisent le pétrole, la benzine, les huiles grasses, etc. Lors de l'établissement du pouvoir des Soviets, presque toutes étaient arrêtées ; nous dûmes les remettre en marche. De mai à décembre 1920, elles nous ont donné 39 millions de pouds de produits de la distillation, dont on a obtenu 9.602.000 pouds de produits purs.

L'importance de ces fabrications en 1921 dépendra de l'état des usines et de l'importance des réactifs, soude caustique et acide sulfurique, que nous aurons. Si nous disposons de la quantité nécessaire d'approvisionnement, nous exécuterons intégralement le programme, à savoir 35.775.000 pouds de pétrole et 11 millions de pouds d'huiles diverses.

Le programme des extractions est fixé à 169 millions de pouds ; les réserves existantes se montent à 214 millions.

La République azerbeïdjane n'est pas riche seulement en naphte : elle dispose de gisements de sel de mines de cuivre, de minerai de soufre ; elle possède une quantité de coton qui jadis fournissait à l'exportation un million et demi de pouds par an : elle a expédié cette année en Russie, de mai à décembre, 640.000 pouds, et 300.000 sont restés pour la fabrique Tagiev, aujourd'hui dédiée à Lénine, et pour la petite industrie. L'Azerbeïdjan a encore de la laine, de la soie, des fourrures. Elle possède des fabriques de tabac, des verreries, des savonneries, etc.

L'industrie est placée sous la direction du Conseil d'Economie Nationale, établi sur le modèle du Conseil Supérieur de la République soviétiste russe. Toute cette direction est entièrement pénétrée de l'influence des syndicats, qui en constituent le personnel. En particulier, le Comité directeur du naphte possède six directions régionales et cinq directions d'usines ; elles sont toutes composées de trois membres désignés par les syndicats. C'est sur cette base solide des syndicats que s'affermira définitivement la prospérité économique de l'Azerbeïdjan.

Résultats de la Navigation

La Direction des Transports par eau dresse le bilan de la navigation de 1920. Les données préliminaires concernant les trois bassins principaux montrent que notre flotte, malgré le manque de tirant, de tonnage et de dragues, et toute une série de circonstances défavorables, a accompli un travail énorme de beaucoup supérieur à celui de 1918-1919.

Les marchandises suivantes ont été transportées pendant la période de navigation qui vient de s'achever :

Nature des marchandises (en milliers de pouds)	Bassin			Total
	Volga	Système du Marie	Nord	
Céréales	22,4	0,5	1,6	25,5
Sel	23,2	0,5	0,2	23,9
Bois de chauffage.....	67,5	122,3	31,0	220,8
Bois de construction..	34,6	29,3	26,3	90,2
Naphte et mazout.....	81,6	1,4		83,0
Pétrole et autres.....	22,1	0,7		22,8
Marchandises diverses	40,7	4,1	2,3	47,1

Total..... 292,1 150,8 61,4 513,2

En 1918, le total général des transports par eau dans les mêmes bassins avait donné 441,2 pouds ; en 1919, 333,9 pouds.

IVAN.

Un Signe des Temps

Les Izvestia ont publié la lettre d'un ancien membre du Comité Central du Parti Socialiste Révolutionnaire de gauche. Cette lettre est assez éloquentes par elle-même pour se passer de commentaires.

Le processus du développement de la Révolution mondiale a divisé la pensée socialiste en deux courants fondamentaux : le courant opportuniste et le courant révolutionnaire. Les anciens partis se scindent (Allemagne, Italie), une révision des anciennes valeurs se poursuit dans le monde entier.

En Russie aussi, tous les éléments révolutionnaires se sont groupés autour de la 3^e Internationale et du Parti Communiste, son créateur.

Tous les éléments opportunistes et conciliateurs ou bien se sont tus, entraînés dans la défaite cruelle de leur bourgeoisie, ou bien lancent de l'étranger des sifflements de colère ridicules dans leur impuissance.

Les petits groupes de révolutionnaires, qui conservaient encore par inertie une ombre d'indépendance, tendent de plus en plus vers le Parti Communiste, qui tient aujourd'hui entre ses mains le volant de la Révolution.

Dans ces conditions, tout homme qui n'est pas un sectaire et qui met au-dessus des intérêts de son groupement l'intérêt de la Révolution, voit se poser la question de savoir s'il a le droit de continuer à rester inactif et à se refuser à l'action révolutionnaire, ou même à se borner à une action individuelle sans résultats, alors que la lutte contre le capital prend des formes de plus en plus complexes, de plus en plus raffinées, et une intensité chaque jour plus grande.

Cette question pénible et douloureuse, j'ai passé bien des mois à la résoudre. Aujourd'hui, en rendant publiquement compte de mes actes, je déclare sortir du Parti Socialiste-Révolutionnaire de gauche (Internationaliste), à la constitution duquel j'ai travaillé depuis sa fondation. Je sors des rangs Socialistes-Révolutionnaires, dans lesquels j'ai milité pendant 17 ans.

Je n'en sors point parce que j'ai cessé de croire à la possibilité de réaliser le régime socialiste, je n'en sors point pour me livrer aux joies de la vie bourgeoise, mais pour continuer mon œuvre de révolutionnaire dans les rangs du Parti qui symbolise aujourd'hui la Révolution.

C'est avec peine que je me sépare de vieux camarades ; mais, outre que j'ai conscience d'accomplir mon devoir révolutionnaire, je suis fermement convaincu que sur la route de la Révolution sociale nous nous retrouverons les uns les autres.

J. M. FISCHMAN,

LES BOLCHEVIKS ET LES PAYSANS

par N. LENINE

Une brochure 0 40
Franco 0 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre.

Comité de la 3^e Internationale

Avis important

Les secrétaires des groupes sont invités à réunir le plus tôt possible leurs adhérents pour examiner le projet de nouveaux statuts qui leur est soumis. Ils devront communiquer au Secrétariat les résultats de cet examen ainsi que les noms des camarades candidats à la Commission Exécutive avant le mardi 15 courant. Adresser la correspondance au secrétaire, 123, rue Montmartre.

Le Secrétaire par intérim : René Reynaud.

Note de la Trésorerie

Les trésoriers de groupes qui n'ont pas encore retiré les cartes et timbres pour l'année 1921 sont priés d'adresser au plus tôt leurs commandes à Maurice Fromentin, 123, rue Montmartre. Les adhérents individuels recevront leur carte, revêtue de douze timbres, sur demande faite à l'adresse ci-dessus et accompagnée de la somme de 6 fr. 50.

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

(Le Communisme de Gauche)

Par N. LÉNINE

Un volume, in-16 Jésus 4 fr.
Franco 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTENZEV. — Les Alliés et la Russie.....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — La Famille et l'Etat Communiste	0 40
LÉNINE. — La maladie infantile du Communisme.	4 »
LÉNINE. — Lettre aux ouvriers américains	0 25
LÉNINE. — La Révolution prolétarienne	4 »
LÉNINE. — Les Bolcheviks et les Paysans	0 40
S.-J. RUTGERS. — En Russie Soviétiste.....	0 75
BORIS SOUVARINE. — La Troisième Internationale	0 50
BORIS SOUVARINE. — Eloge des Bolcheviks.....	0 50
TROTSKY. — Le Terrorisme.....	épuisé
TROTSKY. — Les Soviets et l'Impérialisme mondial	0 60
TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	7 »
CLARA ZETKIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	0 75
Le Programme du Parti Communiste russe (Bolchevik)	0 60
Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste	0 50
Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.	1 25
Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2 ^e Congrès).....	0 75
Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voilés par le 2 ^e Congrès).....	épuisé

VIENT DE PARAÎTRE :

Histoire d'un Complot

par Henry Torrès
Préface de Séverine

À la veille du procès des communistes, il faut répandre PAR MILLIERS cette brochure, qui ne coûte que 25 centimes, et qui sera vendue par quantités avec une réduction de 20 %.

Vite, camarades, commandez par paquets l'*Histoire d'un Complot*. Il faut en inonder le pays. Ne laissons pas nos camarades, emprisonnés depuis neuf mois, seuls aux prises avec les chats-fourrés de la bourgeoisie : mettons l'opinion publique de leur côté.

Social-Démocratie et Communisme

par K. Horner

Une brochure de propagande pour la diffusion des idées communistes.

Sommaire :

- I. Le développement du mouvement ouvrier.
- II. Lutte des classes et socialisation.
- III. L'action directe des masses et la révolution.
- IV. Démocratie et Parlementarisme.
- V. Démocratie prolétarienne ou système des Conseils.

Prix : 0 fr. 60.

NOTRE SOUSCRIPTION

39^e LISTE

Lenoble, Caen, 10 francs. — Renard, Neuilly, 5 fr. 50. — Houplain, 6 fr. — Pour la libération des emprisonnés, 1 fr. 50. — Liste n° 259, 11 fr. — Alla (5^e sect.), 2 fr. — Agache, 1 fr. — A. B., 2 fr. — Michaud, Châteauevieux, 2 fr. — Contre les provocations gouvernementales, 5 fr. — Henry, 10 fr. — Liste n° 268, versé par Perrin, 35 francs.

Total de la 39^e liste..... 91 »
Total des listes précédentes..... 11.566 25
Total général..... 11.657 25

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, Imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)